



Évaluation de l'impact des approches des groupes de solidarité d'Action de Carême à Madagascar et au Sénégal

Les groupes de solidarité (GS) utilisent l'épargne et le crédit comme point d'entrée pour créer un filet de sécurité et promouvoir des processus d'autonomisation dirigés par la communauté. En 2018, une équipe de « Institute of Development Studies » (IDS) à Brighton, Angleterre a évalué l'impact des programmes de GS soutenus par Fastenopfer au Sénégal et à Madagascar. L'évaluation combinait les contributions (contribution scores) de la variable sur l'impact, les données d'enquête et une recherche qualitative approfondie.

La présente note résume l'intégralité du rapport d'évaluation, qui peut être obtenu auprès de Benno Steffen (steffen@fastenopfer.ch)

1. L'approche Groupe de Solidarité de Fastenopfer

Fastenopfer soutient des GS dans plusieurs pays, notamment au Sénégal et à Madagascar, en collaborant avec des organisations partenaires locales qui assurent la formation et l'animation des groupes. Les programmes basés sur les GS visent à inclure les plus pauvres et les plus marginaux, qui peuvent être exclus d'autres programmes. Leur approche est une forme de protection "défensive" plutôt qu'une forme d'assistance axée sur les opportunités. Leur stratégie s'explique parfois par l'analogie d'un seau qui fuit : verser plus d'eau dans un seau troué - par exemple en transférant des actifs à des ménages accablés par des dettes coûteuses ou vulnérables à des catastrophes récurrentes - n'aura aucun effet durable tant que les fuites (pertes et vulnérabilités) ne seront pas réparées.

Dans les groupes de solidarité, les activités financières servent comme moyen pour construire des groupes forts, plutôt que des groupes servant à permettre des activités financières.

L'approche des GS se distingue des autres approches basées sur des groupes qui utilisent des outils financiers et ciblent les pauvres et les personnes marginalisées. Dans les GS, les activités financières servent de moyen de construire des groupes forts, plutôt que d'être un moyen de permettre des activités financières. Les activités financières entreprises (épargne et crédit) jouent un rôle de facilitation important dans la promotion des processus de changement, mais ne sont pas la raison d'être du groupe. Les groupes accumulent un fond commun, qui sert de filet de sécurité pour les membres ; à mesure que les groupes se renforcent, ils doivent agir comme catalyseurs du renforcement de la communauté, de l'autonomisation et des processus de changement.

Dans le contexte des résultats décevants de nombreux programmes de microfinance, les GS représentent une solution particulière et adéquate. Les membres versent des contributions en espèces ou en nature dans un fonds collectif (caisse d'épargne commune, calebasse ou grenier commun), mais il n'y a aucun cycle après lequel l'épargne est repartagée aux membres ; les fonds deviennent la propriété du groupe. Les prêts sont consentis à partir du fonds commun, sans intérêt ou à faible taux d'intérêt. Ces prêts sont destinés à être utilisés par les membres pour répondre à leurs besoins fondamentaux, tels que la nourriture ou les frais de scolarité, faire face aux situations d'urgence,

éviter les relations économiques d'exploitation et échapper à l'endettement (mais pas utilisés à l'entrepreneuriat). Certains groupes organisent également des activités économiques collectives telles que l'agriculture collective et le commerce de groupe. Les GS ne reçoivent d'Action de Carême et de ses partenaires ni subvention ni autres apports que de la formation et de l'animation.

Les approches des groupes de solidarité au Sénégal et à Madagascar : similaires mais différentes

Fastenopfer soutient les GS depuis le début des années 90, notamment à Madagascar depuis 1998 et au Sénégal depuis 2005. Les GS sont au cœur des deux programmes pays. Les deux programmes pays sont fondés sur des principes communs, partagent les mêmes objectifs et fonctionnent de la même manière, mais présentent également des caractéristiques différentes importantes. Au Sénégal, les groupes sont plus importants (45 membres en moyenne) et 86% des membres sont des femmes, tandis qu'à Madagascar les groupes comptent en moyenne 14 membres et 51% des membres sont des femmes. A Madagascar, tous les membres s'engagent à épargner un montant égal (d'argent, de riz, de céréales et même des produits artisanaux) dans la caisse commune à chaque réunion, un montant que le membre le plus pauvre peut se permettre. Cependant, au Sénégal, leur contribution est très différente : ils recouvrent unealebasse d'un linge blanc, et les membres individuels déposent volontairement une somme inconnue. Au Sénégal, des groupes organisent également le commerce de groupe - achats collectifs d'aliments et d'articles ménagers, vendus aux membres à des prix plus bas - dont les bénéficiaires vont à la calebasse. Le programme à Madagascar promeut plus fortement le travail de champ commun, l'agriculture collective et l'agriculture agro écologique. L'objectif est de rendre les membres indépendants des intrants coûteux, tels que les pesticides et les engrais chimiques.

En plus de fournir ces services à leurs membres, les GS travaillent à bâtir des communautés plus cohésives et plus équitables, en commençant par établir des règles d'équité et d'égalité au sein du groupe. Ils offrent aux membres un espace de discussion et de résolution de problèmes et encouragent le rétablissement de liens avec les valeurs communautaires traditionnelles de solidarité. Organisés en groupes, les membres peuvent aussi agir collectivement pour créer des améliorations communautaires, soit par eux-mêmes, soit en influençant la politique locale, et peuvent revendiquer ou défendre leurs droits. Les GS proches sont animés pour former de plus grands réseaux. Le réseau peut aider les GS membres, et permettent d'avoir un effet de masse pour pouvoir réclamer leurs droits.

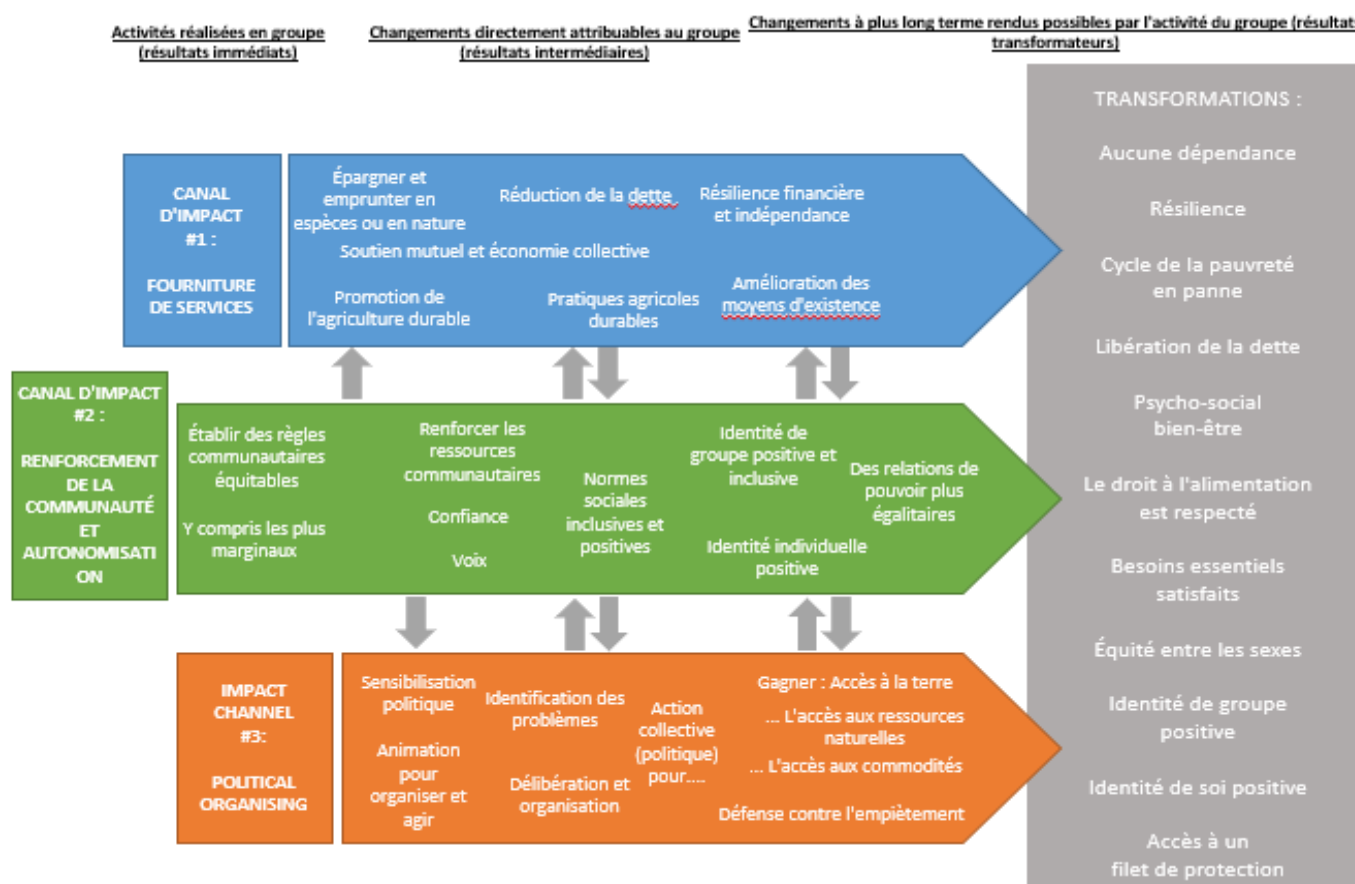


Figure 1. Fonctionnement théorique des groupes de solidarité (théorie du changement simplifiée)

Les GS s'efforcent donc d'obtenir des changements transformateurs par trois canaux d'impact, comme le montre la figure 1. Ils visent à fournir aux membres des services de grande valeur, surtout l'accès à des prêts équitables lorsque les besoins se font sentir. Ils cherchent à bâtir des communautés plus cohésives et à renforcer les membres individuels. Ils cherchent également à susciter des changements " politiques " au niveau local par le biais d'activités de plaidoyer et de lobbying. Ces trois canaux peuvent entraîner une série d'impacts transformateurs au fil du temps.

Les impacts les plus importants concernent l'accès aux prêts, l'épargne et l'entraide, mais les impacts varient selon les pays.

2. Méthodologie

Un processus participatif a permis de clarifier la théorie du changement du programme (illustrée à la figure 1). Afin de faire ressortir la diversité des impacts possibles et d'identifier les multiples cheminements qui pourraient mener des activités des groupes aux impacts, l'évaluation a utilisé la combinaison de méthodes qualitatives et quantitatives, en utilisant des données recueillies en octobre et novembre 2018.

Sur le plan qualitatif, 13 groupes de discussion (focus group) avec des membres du GS au Sénégal et à Madagascar et 10 groupes de discussion avec des animateurs/animateuses ont eu lieu ; au total, 50 membres et 48 animateurs/animateuses ont pris part aux groupes de discussion. En outre, 11 informateurs/informatrices clés (fonctionnaires locaux, enseignants, sages-femmes, maires, etc.) ont été interrogés pour donner un point de vue extérieur bien informé sur l'importance des GS.

Sur le plan quantitatif, 402 membres du GS choisis au hasard et 110 membres du groupe témoin (voisins) ont été interrogés. L'enquête a utilisé des questions sur une échelle de Likert à 5 niveaux (de " tout à fait d'accord " à " pas du tout d'accord ") pour énumérer 9 domaines d'impact différents : ressources communautaires, conscience politique, action collective, inclusion/exclusion, autonomisation, relations de genre, aide financière, pratiques agricoles, sécurité et résistance. Les caractéristiques démographiques des répondants ont été saisies et la grille d'évaluation en 10 questions de Progress out of Poverty Index (PPI) a été utilisée pour estimer les niveaux de pauvreté relative des répondants.

12 questions de l'enquête ont été utilisées pour calculer les scores de contribution (CS). Les CS sont des indicateurs approximatifs de l'impact, calculés à partir des évaluations de l'impact par les participants eux-mêmes. On leur demande d'indiquer dans quelle mesure ils ont vécu le changement et dans quelle mesure le programme a contribué à ce changement, et un score est calculé et rapporté sur une échelle de 0 à 100 (changement x contribution = CS%). Les CS sont des auto-évaluations et seront toujours positives lorsqu'au moins certains répondants auront indiqué qu'il y a eu des changements auxquels les GS ont contribué. Dans cette évaluation, plus de 40 % des CS ont été interprétés comme indiquant des impacts " importants ", entre 20 et 40 % comme des impacts " moyens " et moins de 20 % comme des impacts " faibles ".

3. Principaux résultats

La majorité des membres du GS dans les deux pays n'ont bénéficié que d'une éducation de base ou n'en ont reçu aucune, et la majorité gagne sa vie dans l'agriculture ou le petit commerce (parfois les deux). En moyenne, les membres du GS sont membres depuis 3,6 ans.

Les données montrent que les programmes des GS dans les deux pays atteignent et incluent les plus marginaux. La probabilité qu'un ménage membre soit extrêmement pauvre (moins de 1,25 \$US/jour à sa valeur en 2015) est de 28% au Sénégal et de 84% à Madagascar (un pays beaucoup plus pauvre). Presque tous les membres des deux pays vivent avec moins de 5,00 \$US par jour. En moyenne, les membres ne sont pas mieux lotis que les non-membres de leur voisinage immédiat et sont probablement un peu plus pauvres, ce qui indique que les programmes atteignent son objectif d'inclure les personnes très pauvres. Les réponses à l'enquête et dans les groupes de discussion montrent également que les GS sont généralement ouverts à tous, y compris aux plus pauvres. Cependant, au Sénégal, les hommes sont moins susceptibles d'y adhérer, et à Madagascar, les femmes ont parfois plus de difficultés à le faire.

Les CS varient d'un domaine à l'autre. Cela indique que les GS ont des impacts d'une ampleur différente dans différents secteurs de résultats, comme on peut s'y attendre (figure 2). Au Sénégal, l'impact le plus important attribuable aux GS est l'accessibilité aux prêts, suivie de l'entraide entre voisins. A Madagascar, les impacts les plus importants sont l'accès à un endroit sûr pour économiser de l'argent et l'accessibilité aux prêts. L'impact relativement faible sur l'épargne au Sénégal reflète le mécanisme unique de collecte de fonds collectifs (contributions volontaires anonymes à la calebasse, voir encadré ci-dessus).

Les CS montrent également que les membres subissent d'autres impacts importants, comme la capacité d'accéder à l'aide de leurs pairs, la croyance croissante des membres en leur capacité à changer les conditions socio-économiques de leur communauté, à trouver une voix collective et à améliorer la situation financière de leur ménage. Un examen plus approfondi (par analyse de régression) a montré que les impacts sont assez uniformément répartis entre les membres : dans l'ensemble, les membres les plus pauvres et les plus aisés, les femmes et les hommes, et les membres moins ou plus scolarisés ont des impacts similaires (plutôt que différents).

" En fait, le groupe de solidarité est plus accessible et plus discret que les autres systèmes de crédit " (un membre de GS au Sénégal)

Les CS montrent cependant que les GS n'ont que peu d'impact dans certains domaines : influence sur la politique locale (dans les deux pays) ainsi que sur la liberté individuelle des membres (personal freedom) et l'agriculture durable (au Sénégal).

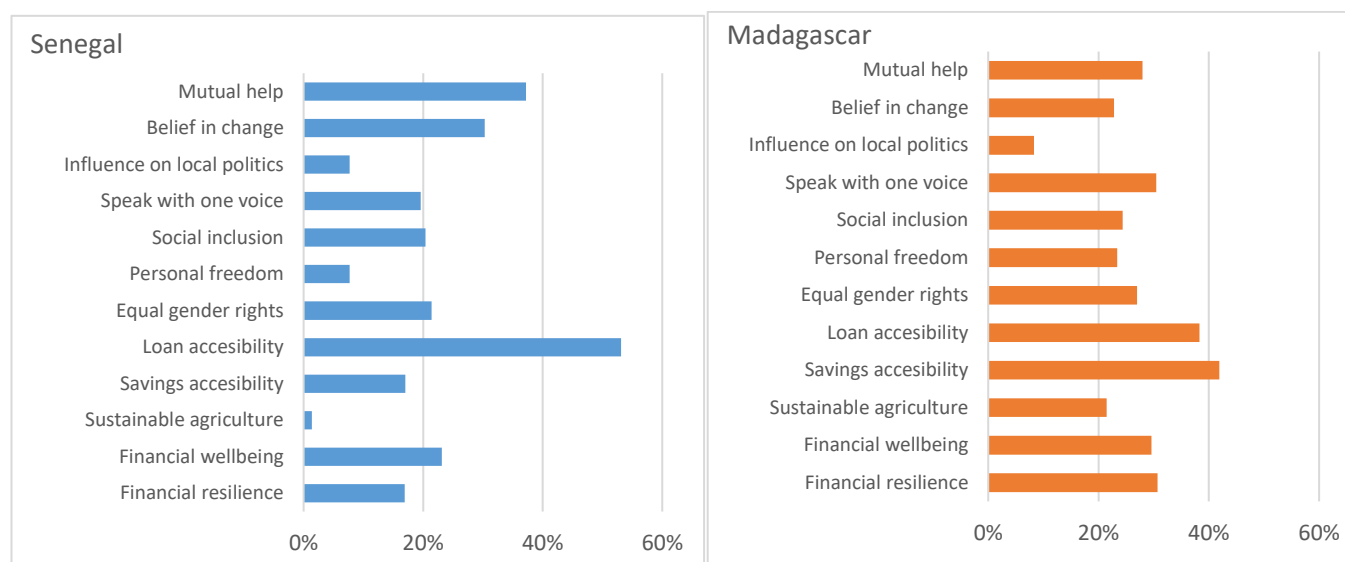


Figure 2. Moyenne des contributions

Les barres représentent le score moyen des contributions de tous les membres dans ce pays. Plus le CS est grand, plus l'impact est important.

Les données qualitatives confirment ces résultats. Dans le sondage, on a également demandé aux membres de décrire les changements positifs ou négatifs les plus importants qu'ils avaient connus grâce aux GS. 38 % des réponses positives des membres ont fait référence à l'amélioration de l'économie de leur ménage (capacité d'emprunter en cas d'urgence, amélioration des finances du ménage, réduction de la dette), 22 % au renforcement de la communauté (solidarité, partage, confiance, aide mutuelle, discussion des problèmes) et 16 % à la satisfaction des besoins fondamentaux particuliers (nourriture, fournitures, scolarité, santé). Très peu ont mentionné des changements négatifs (2 %). Comme l'a dit un participant à un groupe de discussion au Sénégal, le groupe est très important parce que : " En fait, le groupe de solidarité est plus accessible et plus discret que les autres systèmes de crédit ".

4. Dans quelle mesure les GS contribuent-ils à prévenir la faim, à réduire la pauvreté et à améliorer l'accès des membres aux ressources ?

La théorie du changement qui a été développée suggère que la réduction de la dette et de l'exploitation est cruciale pour que les membres individuels puissent échapper à la pauvreté. Ils doivent être en mesure de défendre l'économie de leur ménage avant de chercher des opportunités économiques.

En l'absence d'une « baseline », la réduction nette de la pauvreté ne pourrait être estimée avec précision. Cependant, les résultats des impacts positifs importants sur la capacité des membres à accéder à des prêts pour les besoins de base ou les urgences et leur capacité à épargner de l'argent (à Madagascar) indiquent que les GS donnent à leurs membres des outils importants pour lutter contre les facteurs clés de leur pauvreté. Les membres peuvent éviter d'emprunter de façon coûteuse et exploitante, et peuvent réduire leur coût de la vie (au Sénégal aussi grâce au commerce collectif). Comme l'ont dit les

Les membres des GS peuvent éviter d'emprunter de façon coûteuse et exploitante, et peuvent réduire leur coût de la vie. La majorité des membres déclarent ne pas ou plus avoir de dettes à l'extérieur de leur famille ou de leur groupe.

participants à un groupe de discussion à Madagascar : "La période de soudure est un défi dans notre vie à tous, mais notre groupe examine la situation de chaque membre et décide d'aider les plus démunis. On leur accorde des prêts, avec l'obligation de rembourser selon sa possibilité." La majorité des membres (entre 61 % et 88 %) déclarent ne pas ou plus avoir de dettes en dehors de leur famille ou de leur groupe. Madagascar, la majorité des membres déclarent avoir mis de l'argent de côté pour les urgences (mais pas au Sénégal), ce qui pourrait accroître leur résilience.

En moyenne, on observe des impacts positifs modérés sur les dimensions du bien-être financier et de la résilience des ménages. Les fonds du Groupe servent de filet de sécurité pour ceux qui sont confrontés à des situations d'urgence soudaines telles que des maladies et réduisent ainsi leur vulnérabilité. Cependant, il faut garder à l'esprit que la plupart des membres sont pauvres, voire extrêmement pauvres : la majorité des membres à Madagascar reste pauvre en nourriture, tout comme une minorité significative au Sénégal, et une majorité dans les deux pays se dit inquiète de la situation financière de leur ménage. Les groupes de discussion montrent que l'aide que les GS peuvent fournir n'est pas toujours suffisante, mais ils jouent un rôle important pour aider les membres à absorber les chocs et à atténuer la période de soudure. Comme l'a dit un participant au Sénégal : "Avant, nous, les femmes, on allait jusqu'à vendre nos bijoux pour avoir de la nourriture pendant la saison maigre, mais puisque le groupe est là, on n'a pas eu à le faire." Les GS peuvent également aider les membres à faire face aux catastrophes naturelles, mais les preuves de cet impact sont moins concluantes.

Les résultats sont plus mitigés en ce qui concerne l'accès aux ressources. Des parts substantielles des membres au Sénégal (46%) et à Madagascar (22%) rapportent que leur communauté a obtenu quelques améliorations de la part des autorités locales (eau, scolarité, transport et électricité), mais pas toujours grâce aux efforts du GS. Il semble que les groupes luttent souvent dans la pratique pour avoir accès aux ressources naturelles, en particulier celles qui sont rares, comme la terre. Les résultats sont également mitigés dans le domaine de l'agriculture, où les impacts (CS et données d'enquêtes) sont modérés à Madagascar et faibles au Sénégal (la promotion du changement agricole est un ajout récent au programme Sénégal). De nombreux ménages disent qu'ils aimeraient avoir un meilleur équilibre des revenus provenant de sources agricoles et non agricoles et aimeraient recevoir plus de formation. Du côté positif, les agriculteurs des deux pays cultivent habituellement des cultures diversifiées au lieu de monocultures, et les membres du GS s'entraident dans l'agriculture.

5. Dans quelle mesure les GS permettent-ils aux membres de se forger leur propre vie et de déclencher des changements transformateurs ?

La théorie du changement suggère que la création de communautés plus cohésives et inclusives, capables de résoudre collectivement les problèmes et d'exiger des autorités qu'elles les résolvent, est essentielle pour permettre des changements transformateurs, notamment la satisfaction des droits.

Les données indiquent des impacts modérés à élevés des GS sur les mesures de l'entraide, la croyance en la capacité de changer les choses et le fait d'avoir une voix collective. Dans l'ensemble, les données montrent que les membres des GS ont des évaluations très positives de l'assistance mutuelle, du comportement solidaire et de la cohésion communautaire que permettent les GS. Bien qu'ils ne perçoivent pas nécessairement leurs communautés au sens large comme des lieux d'égalité et de solidarité, ils considèrent les GS comme un tel espace. Comme l'a dit un participant à un groupe de discussion à Madagascar : "Au niveau de la communauté, nous voyons une différence parce que les membres peuvent tolérer les erreurs ou les défauts des voisins, contrairement aux non-membres."

Croire au changement et mieux s'organiser pour promouvoir le changement ne se traduit pas toujours par la capacité d'apporter des changements. Il y a des cas de réussite, mais les réponses au sondage, les groupes de discussion et les entrevues avec les informateurs clés n'indiquent qu'un impact assez faible sur la politique locale. Les efforts des groupes se heurtent souvent à des contraintes structurelles. Les activités de plaidoyer et de lobbying exigent des homologues accessibles, responsables et dotés de ressources suffisantes. Mais les autorités locales sont souvent éloignées, inaccessibles ou disposent elles-mêmes de trop peu de ressources. Toutefois, les GS peuvent aussi aider les communautés à créer des solutions alternatives d'auto-assistance et être mieux organisées pour saisir les opportunités de changement lorsqu'elles se présentent.

Dans les deux pays, les membres de groupe de solidarité sont confrontés à des normes sexospécifiques bien ancrées, qui favorisent les hommes. En particulier au Sénégal, il semble que les GS offrent aux femmes un espace féminin, dans lequel elles peuvent exercer une plus grande liberté d'action.

En termes d'équité entre les sexes et d'autonomisation des femmes, dans les deux pays, l'impact constaté est modéré. Les données ne montrent pas de changements transformateurs, mais suggèrent une variété d'effets inattendus. Madagascar, il semble plus facile pour les hommes que pour les femmes de rejoindre les groupements, et les femmes sont moins susceptibles d'occuper des postes à responsabilité dans les GS. Cependant, les membres de Madagascar font état dans l'ensemble de changements positifs (CS) plus importants en termes d'équité entre les sexes. Au Sénégal, en moyenne 7 membres sur 8 sont des femmes, et de nombreux groupes sont exclusivement féminins ; à Madagascar, les femmes et les hommes ont une quasi-parité.

Les programmes des GS et leurs membres dans les deux pays sont confrontés à des normes sexospécifiques bien ancrées, qui favorisent les hommes et qui sont difficiles à changer. Les données suggèrent qu'au Sénégal, les femmes membres bénéficient d'un meilleur accès à certains modes d'assistance et d'entraide que les hommes (relativement peu nombreux) qui rejoignent les GS. Souvent, les hommes s'auto-excluent (" les GS sont une affaire de femmes "), mais parfois les femmes découragent aussi leur participation. En particulier au Sénégal, il semble que les GS offrent aux femmes un espace féminin dans lequel les femmes peuvent exercer une plus grande influence et participer à des activités qui profitent à leur famille élargie, sans remettre en question les normes de genre bien établies. Cependant, ces groupes de femmes manquent des ressources des hommes (financières et autres).

6. Quels méthodologies et outils permettent d'obtenir les impacts ?

Les deux programmes du Sénégal et de Madagascar fonctionnent de manière similaire mais différente. Ce qui explique certaines des différences d'impact, en particulier sur les dimensions de l'épargne (plus importante à Madagascar), de l'aide mutuelle (plus importante au Sénégal), du genre (mixte) et de l'agriculture (très faible au Sénégal). La composition des programmes pays varie selon le sexe et la taille des groupes. A Madagascar, les groupes sont financés par des montants d'épargne égaux, au Sénégal par un système idiosyncratique (et peut-être unique) de contributions volontaires anonymes. Au Sénégal, les groupes s'engagent souvent dans le commerce collectif, tandis qu'à Madagascar, ils organisent le plus souvent l'assistance mutuelle en matière d'agriculture. Au Sénégal, la promotion de l'agriculture durable est récente ; à Madagascar, le programme a une stratégie agricole depuis 2008.

Les deux programmes de pays utilisent une structure similaire et rentable, travaillant par l'intermédiaire d'organisations partenaires locales qui partagent leur vision et utilisent les mêmes méthodologies. Les organisations partenaires recrutent des animateurs/animateuses sur place, souvent parmi les groupements eux-mêmes. Action de Carême et ses partenaires ne transfèrent pas de ressources ou de biens aux GS. La plupart des dépenses des programmes sont des dépenses de personnel engagées pour des visites régulières à des groupes afin de dispenser une formation et de renforcer les capacités jusqu'à ce qu'un GS atteigne un statut "autonome". Par la suite, on s'attend à ce que le GS fonctionne de façon autonome et n'ait besoin que d'un soutien minimal, qui peut être fourni par le réseau de groupements. Les réseaux de groupements, qui n'ont pas fait l'objet d'une évaluation détaillée, sont sûrement un facteur important pour les approches des GS visant à atteindre l'échelle ; cependant, il est apparu clairement que, si certains groupes fonctionnent avec succès après l'autonomisation, d'autres ont besoin d'un soutien supplémentaire dans l'avenir, en particulier face aux déconvenues ou aux difficultés sans précédent.

7. Conclusion

L'approche Groupe de Solidarité est fondée sur le travail en groupe et l'utilisation des ressources financières, qui fonctionne avec des personnes très pauvres. Les activités financières servent à la construction d'un filet de sécurité collectif et au renforcement de la cohésion sociale et de l'action collective.

Cette évaluation a révélé que les GS contribuent de façon significative à réduire les pertes et les vulnérabilités de leurs membres ; pour revenir à l'analogie du " seau ", les GS aident les membres de façon importante à colmater certaines des " fuites ", en permettant l'entraide et en fournissant des services précieux. L'évaluation a également permis de constater que les GS bâtissent des communautés plus cohésives, ce qui peut avoir des effets transformateurs sur les membres individuels. Cependant, les GS sont moins efficaces lorsqu'ils sont confrontés à des contraintes structurelles, par exemple lorsqu'ils veulent faire pression et revendiquer avec succès l'accès aux ressources, ou lorsqu'ils contestent des normes sexospécifiques bien enracinées. Dans ce cas, la mise en place de réseaux plus solides de GS peut avoir un rôle important à jouer (les réseaux n'ont pas été pris en compte dans la présente évaluation).

Les GS privilégient les pratiques de solidarité qui aident les pauvres à faire face aux situations d'urgence, à joindre les deux bouts, à résoudre les problèmes collectivement et à s'entraider. En tant que stratégie "défensive" - la sécurité

(filet) d'abord, l'opportunité après -, elles peuvent jouer un rôle important dans la réduction de la pauvreté en augmentant les ressources (financières, sociales, culturelles) disponibles pour ceux qui n'ont pas d'autres filets de sécurité.

A propos de Fastenopfer : Fastenopfer (Action de Carême) est une ONG suisse affiliée à l'Église catholique. Fondé en 1961, il travaille dans 14 pays, avec un accent sur l'autonomisation des personnes ainsi que sur le renforcement de la société civile et des mouvements sociaux. Fastenopfer a commencé à travailler avec les GS il y a plus de 20 ans. Elle soutient les GS en Inde, à Madagascar et au Sénégal en travaillant avec des organisations partenaires locales. Au total, onze des quatorze programmes pays de Fastenopfer comportent au moins un projet ayant comme composante l'épargne collective, bien que les objectifs, les groupes cibles et les approches varient d'un pays à l'autre. Les GS constituent donc un sous-ensemble des plans d'épargne collectifs soutenus par Fastenopfer.

A propos de l'IDS : L'Institute of Development Studies (IDS) est une organisation mondiale de recherche et d'apprentissage basée à Brighton, au Royaume-Uni. Fondé en 1966, l'Institut compte plus de 200 employés et 300 étudiants. L'IDS mène des recherches universitaires et appliquées sur le développement mondial, souvent en étroite collaboration avec la société civile locale, les gouvernements, les ONG internationales, les citoyens, les donateurs, les chercheurs et de nombreux autres acteurs. En partenariat avec l'Université du Sussex, l'IDS est classé premier au monde en études du développement.

